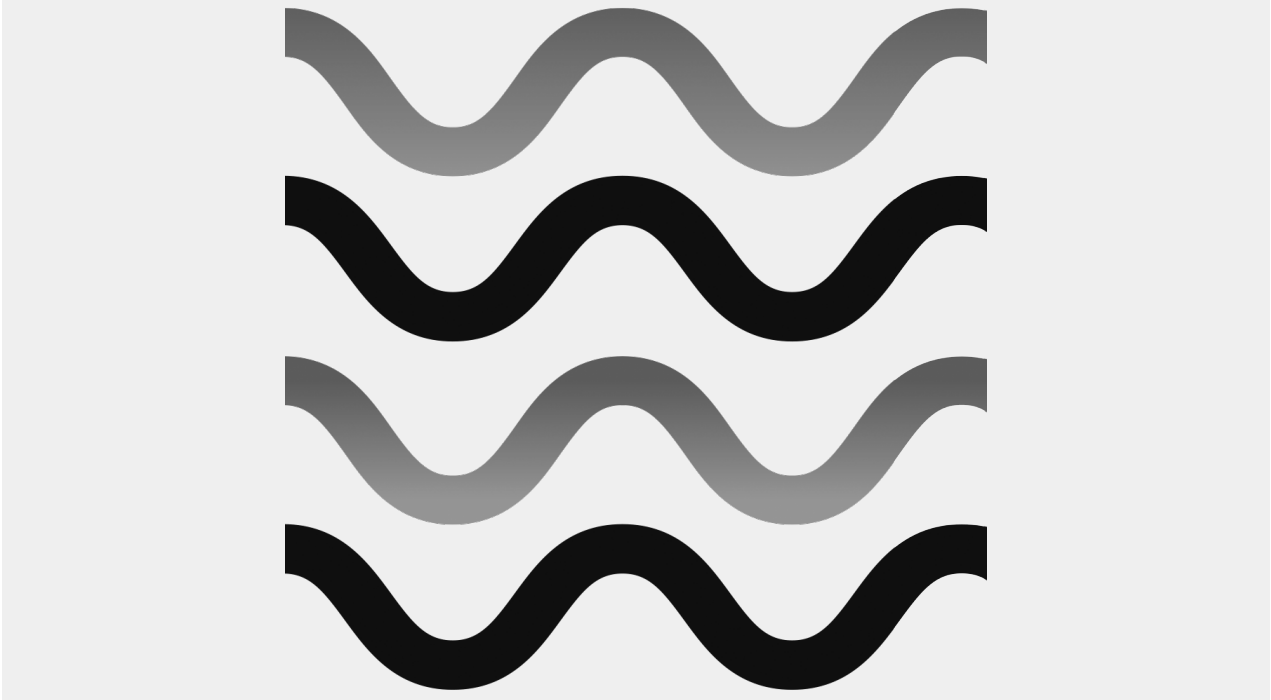


# *Définir le travail, un enjeu politique*



**Alexis Cukier**

*Post-doctorant en philosophie à l'Université de Strasbourg, ANR « Approches philosophiques de la centralité du travail*

*Pour définir « le travail », c'est l'ensemble des rapports sociaux que nous devons saisir et questionner. Et, autour de la thèse de la « centralité du travail », se posent des questions décisives pour comprendre et transformer la société. A l'heure où les frontières séparant travail et non-travail semblent devenir toujours plus indistinctes, définir le travail constitue plus que jamais un enjeu politique de première importance.*

**Les définitions théoriques du travail comportent toujours une dimension politique.** En effet, répondre à des questions telles que : en quoi le travail diffère-t-il des autres activités humaines ? n'y a-t-il de travail que salarié ? quelle est la spécificité du travail dans le système capitaliste ?, n'implique pas seulement **d'analyser l'évolution historique des rapports entre les institutions de l'entreprise, du marché, de la famille et de l'État.** Il est encore nécessaire, par exemple, de **questionner les dimensions d'aliénation et d'émancipation du travail, d'élaborer une critique de l'économie politique et des représentations du travail que véhicule l'idéologie dominante, d'anticiper ce que serait un travail libre et démocratique**[\[1\]](#).

Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, le **questionnement s'est organisé autour de la défense ou de la critique de la thèse de la « centralité du travail »**,<sup>[2]</sup> selon laquelle le travail constitue une réalité centrale dans la vie individuelle et collective, qui permet d'expliquer les rapports sociaux. A partir d'une analyse des formes historiques du *procès de travail* – comment et pourquoi produit un travailleur ? –, de *l'organisation du travail* – comment les travailleurs se rapportent-ils les uns aux autres et aux objets du monde du travail ? – et de *la division sociale du travail*<sup>[3]</sup> – comment les différents travaux sont-ils répartis dans l'espace social ? –, **les penseurs critiques du travail ont ainsi toujours répondu au problème de ce que sont, de ce que pourraient et de ce que devraient être les rapports de pouvoir dans la société.**

## Comment définir le travail ?

D'un point de vue anthropologique, on peut considérer le travail comme « **un commun dénominateur et une condition de toute vie humaine en société** »<sup>[4]</sup> et en définir le sens moderne comme « **les diverses manières inventées par l'homme pour agir sur son environnement naturel et en extraire les moyens matériels de son existence sociale** »<sup>[5]</sup>. On remarquera, cependant, qu'à la différence des sociétés contemporaines dans lesquelles prédomine le mode de production capitaliste, « **certaines sociétés n'avaient jamais cherché à majorer leur consommation et leur production** et que la production n'a pas toujours été dissociée des autres manifestations de la vie sociale »<sup>[6]</sup>. Pour analyser ce que travailler a voulu dire dans différentes sociétés, il faut donc **mettre en rapport les définitions du travail avec l'évolution, non seulement, des techniques et moyens de production mais, aussi, de l'ensemble des rapports sociaux.**

S'il convient de distinguer le travail de l'activité (la mobilisation de la personne pour réaliser une tâche prescrite), de l'emploi (la rémunération et l'intégration sociale dans l'exercice d'une profession) et du salariat (les institutions dont dépendent aujourd'hui le statut et les droits des travailleurs subordonnés), c'est donc que le travail dépend d'une pluralité de rapports sociaux, qu'il contribue en retour à configurer. **Le travail est socialement et historiquement défini** : le sociologue y voit des rapports sociaux ; le juriste des règles ; le psychologue une activité forcée ou un ensemble d'activités qui permettent à l'individu de se développer et de s'intégrer ; l'économiste un facteur de production substituable et/ou complémentaire du capital, etc.

Envisageons la **définition du travail dans la Grèce antique**<sup>[7]</sup> : la « *poiésis* » – qui diffère de l'« *ergon* » des tâches agricoles et guerrières et du « *prattein* » des activités politiques – requiert d'utiliser des savoir-faire secrets pour mettre en forme un objet commandé. Cependant, l'artisan n'est pas à proprement parler l'auteur de son travail, puisque le but de la production lui est imposé par le commanditaire. **Le sens du « travail » dépend, donc, d'une division sociale de la production qui répartit des fonctions mais aussi des statuts et des pouvoirs.** Ce caractère socio-politique, et non économique, de la définition du travail est également manifeste aujourd'hui : une même action peut être considérée comme du travail (préparer un repas dans une cuisine de restaurant) ou pas (confectionner un repas à la maison), selon le contexte des rapports de pouvoir dans lequel cette action a lieu<sup>[8]</sup>.

**Tel que nous le concevons aujourd'hui, « le travail » est une invention récente, apparue au XVIII<sup>e</sup> siècle, au moment où émerge la manufacture, et où le capitalisme transforme les manières de produire et de se rapporter aux autres individus. Comme l'a montré Marx, le mode de production capitaliste impose un régime de travail dans lequel le travailleur vend sa force de travail pour satisfaire ses besoins en achetant des marchandises.** Dans *Le Capital*, il démontre qu'il faut distinguer dans le capitalisme entre le « **travail concret** », qui produit des valeurs d'échange, et le « **travail abstrait** », qui produit de la valeur au sens économique. Sans une critique de l'économie politique, qui replace la définition économique du travail dans un contexte socio-politique historiquement donné – en l'occurrence celui du capitalisme fondé sur l'exploitation du travail –, on ne peut pas expliquer les formes de domination au travail et notamment l'aliénation, c'est-à-dire **la dépossession des travailleurs de l'usage du produit de leur activité, de la propriété des moyens de**

**production et du contrôle sur le procès de travail**<sup>[9]</sup>. Inversement, cette conception socio-politique du travail permet d'envisager les **possibilités d'émancipation impliquées par l'expérience du travail, dont les formes de coopération laissent entrevoir l'horizon post-capitaliste d'une « réunion d'hommes libres travaillant avec des moyens de production communs »**<sup>[10]</sup>. Depuis la critique de l'économie politique jusqu'aux écrits militants, Marx montre que le travail ne saurait se résumer à la production de biens et de service, mais comporte aussi une dimension politique de (re)production ou de transformation des individus et des rapports sociaux.

## La centralité du travail

**On peut diviser les définitions du travail en deux grandes catégories** : celles qui refusent ou qui acceptent la thèse de la centralité du travail. **Le débat porte sur la réalité et sur la norme du travail : cette activité** – qui met aux prises les êtres humains avec la nature afin de répondre à leurs besoins et en même temps les place en situation de concurrence ou de coopération – **est-elle et doit-elle être mise au centre de l'organisation du pouvoir dans l'ensemble de la société** ? Autrement dit, « la vie humaine étant prise dans son ensemble, que représente l'activité économique par rapport aux autres activités ? »<sup>[11]</sup>.

On trouve d'un côté les **défenseurs de la centralité du travail**, qui s'inscrivent pour la plupart dans le **prolongement des analyses de Marx**, qui écrivait dans *l'Idéologie allemande* que « les êtres humains se distinguent des animaux dès qu'ils commencent à produire leurs moyens d'existence » ; évoquait dans les *Grundrisse* « l'auto-effectuation, l'objectivation du sujet, et par là même, la liberté réelle dont l'action est précisément le travail » ; et affirmait dans *le Capital* que le travail constitue « un procès dans lequel l'homme règle et contrôle son métabolisme avec la nature par la médiation de sa propre action »<sup>[12]</sup>. On trouve par exemple parmi les défenseurs de la centralité du travail, les philosophes John Dewey et Georg Lukacs, l'anthropologue Maurice Godelier, les sociologues Robert Castel et Danièle Kergoat, les psychologues du travail Christophe Dejourné et Yves Clot<sup>[13]</sup>. Ces auteurs soutiennent, chacun-e à sa manière, que le travail occupe une place centrale dans les divers champs individuel et collectif (**centralité géométrique**). Ils défendent enfin qu'il produit des effets décisifs sur des institutions qui ne relèvent pas du travail (**centralité constitutive**) et qu'il constitue un enjeu normatif déterminant à partir duquel les valeurs et pratiques de la société se reproduisent ou se transforment (**centralité dynamique**).

À l'inverse, **certaines conceptions du travail contestent cette centralité**, comme le fit par exemple **Hannah Arendt**. Sur la base d'une **distinction** entre le **travail** comme « l'activité qui correspond au processus biologique du corps humain »<sup>[14]</sup>, d'une part, **l'œuvre** comme ce qu'il y a de non-naturel dans l'existence humaine, d'autre part, et, enfin, **l'action** comme la condition de la vie politique, **l'auteure critique la modernité dans la mesure où elle aurait renversé l'ancienne hiérarchie entre ces activités au profit du travail**. C'est la raison principale pour laquelle, selon elle, l'époque moderne « échoue à instaurer une ère de liberté universelle » et aboutit « au contraire à courber toute l'humanité pour la première fois sous le joug de la nécessité »<sup>[15]</sup>. Parmi les penseurs qui critiquent ou refusent la thèse de la centralité du travail, on trouve par exemple le philosophe André Gorz, le fondateur de la psychanalyse Sigmund Freud, les anthropologues Marshall Sahlins et Claude Lévi-Strauss, la sociologue Dominique Méda<sup>[16]</sup>. Dans cette perspective, **une politique d'émancipation devrait défendre « plutôt que la centralité du travail ou de la production, un développement équilibré des différentes activités nécessaires au bien-être individuel et social »**<sup>[17]</sup>.

Ce débat s'est concentré, ces dernières années, autour de questions épistémologiques et historiques<sup>[18]</sup>, liées notamment aux rapports entre facteurs économiques, culturels et politiques dans l'émergence du capitalisme et dans les évolutions de la société salariale dans la période post-fordiste. Mais ce débat autour de la centralité du travail est également au cœur de l'analyse des enjeux politiques de la période contemporaine du capitalisme.

# Enjeux contemporains

Un certain nombre d'évolutions économiques récentes ont remis le problème de la définition du travail sur le devant de la scène critique ces dernières années. *La division sociale du travail* a été bouleversée par des **tendances économique-politiques de grande ampleur** – parfois regroupées sous le terme de « néolibéralisme » – : la **financiarisation** de l'économie, le **démantèlement du droit du travail et de la protection sociale**, un **renouvellement de la division sexuelle et raciale** du travail à l'échelle internationale, la généralisation du **chômage de masse**, etc. Corrélativement, *l'organisation du travail* a été considérablement transformée par l'essor et la **généralisation de l'organisation néomanagériale du travail**, ensemble de techniques de planification, de direction et de contrôle des processus de travail. De son côté, *le procès de travail* a également évolué de manière très rapide, en lien avec l'**essor du secteur tertiaire**, et notamment des services à la personne, ainsi que le développement des **nouvelles technologies de l'information et de la communication** et récemment l'apparition de formes de travail relevant de « **l'économie collaborative** » ainsi que des **plateformes** de travail en ligne sur Internet.

Ces transformations conduisent à **questionner, d'une nouvelle manière, les critères qui séparent les activités considérées ou non comme du travail**<sup>[19]</sup>.

De ce point de vue, les **analyses du féminisme matérialiste** – et notamment les concepts de « division sexuelle du travail », de « mode de production domestique » et de « travail reproductif » – **constituent un apport décisif**<sup>[20]</sup>. En montrant que le travail domestique non rémunéré est la condition de la reproduction sociale du système du travail salarié et que la domination patriarcale des femmes s'opère centralement par l'extorsion du travail domestique des femmes, **ces auteurs ont plaidé non seulement pour un élargissement de l'extension du concept de travail incluant le travail domestique mais encore pour une transformation de la compréhension du concept de travail, défini comme « production du vivre en société »**<sup>[21]</sup>.

**D'autres concepts ont été mis en avant** récemment afin de questionner ces nouvelles frontières des définitions dominantes du travail et de rendre compte de certaines de ces évolutions récentes de la division sociale du travail : dans le domaine sociologique, notamment, on a pu parler de « **travail bénévole** », de « **travail militant** », de « **travail politique** », de « **travail idéologique** », de « **travail d'organisation** », de « **travail du consommateur** ». <sup>[22]</sup>

Mais il convient également aujourd'hui de prendre en compte, par exemple, **les enjeux de l'évolution du droit du travail** et, notamment, des critères juridiques du travail subordonné ou de ses rapports avec les institutions salariales<sup>[23]</sup> ; ceux de la **transition écologique** et, donc, d'une réorientation systématique du procès de travail en fonction de critères écologiques ; et ceux des exigences d'un **développement de la démocratie dans l'entreprise et à partir du travail**. Ces enjeux posent également le **problème d'une nouvelle économie politique du travail**, permettant que les exigences démocratiques ne s'arrêtent pas « au seuil de l'entreprise, devant le 'cœur' de la séparation et du conflit entre gouvernants et gouvernés »<sup>[24]</sup>. C'est aussi à cet objectif que cette présentation des enjeux politiques de la définition du travail, et plus largement l'ensemble de cette rubrique « travail » de Silo, voudrait contribuer : aider à l'appropriation des connaissances et réflexions critiques sur le travail en vue de l'élaboration d'une politique démocratique du travail.

## Pour aller plus loin

Qu'est ce que le travail ?

Rencontre avec Vincent Bourdeau, Nicolas Hatzfeld et Danièle Linhart, animée par Philippe Sabot.

Mars 2012

[www.canal-u.tv/video/meshs/qu\\_est\\_ce\\_que\\_le\\_travail.11165](http://www.canal-u.tv/video/meshs/qu_est_ce_que_le_travail.11165)

# Mots clés

Aliénation, capitalisme, centralité du travail, critique de l'économie politique, démocratie, émancipation, exploitation, mode de production, rapports sociaux, travail.

Yves Clot, Christophe Dejours, Christine Delphy, Maurice Godelier, Georg Lukács, Herbert Marcuse, Karl Marx, Pierre Naville, Alain Supiot, Bruno Trentin.

Travail, histoire, évolutions, entreprise, marché, famille, État, aliénation, exploitation, émancipation, critique de l'économie politique, représentations du travail, centralité du travail, procès, organisation, division sociale, division sexuelle, division raciale, pouvoir, agir sur son environnement, existence sociale, rapports sociaux, sens du travail, force de travail, capitalisme, mode de production, propriété des moyens de production, profit, consommation, marchandises, besoins, valeur, production, communs, œuvre, action, modernité, bien-être, financiarisation, droit du travail, protection sociale, organisation néomanagériale, NTIC, secteur tertiaire, économie collaborative, plateforme, reproduction sociale, domination patriarcale, travail domestique, travail bénévole, travail militant, travail politique, travail idéologique, travail d'organisation, travail du consommateur, transition écologique, démocratie.

Bruno Trentin, Karl Marx, Lucien Sève, Georges Friedmann, Pierre Naville, Maurice Godelier, Pierre Vernant, Charles Kanelopoulos, Christine Delphy, Emmanuel Renault, Herbert Marcuse, Georg Lukács, Robert Castel, Danièle Kergoat, Christophe Dejours, Yves Clot, Hannah Arendt, André Gorz, Dominique Méda, Jean-Philippe Deranty, Jacques Bidet, Jacques Texier, Elsa Galerand, Maud Simonet, Sandrine Nicourt, Didier Demazière et Patrick Lelidec, Saül Karsz, Marie-Anne Dujarier, Alain Supiot

[1] A ce sujet, voir par exemple Bruno Trentin, *Le travail et la liberté*, Les éditions sociales, Paris, 2016. Voir également le dossier « Travail » sur le site d'Espaces Marx :

<http://www.espaces-marx.net/spip.php?rubrique103> et sur les concepts d'aliénation et d'émancipation, la vidéo de Lucien Sève autour de son ouvrage *Aliénation et émancipation* (La Dispute, Paris, 2012) :

<http://www.gabrielperi.fr/1682.html>

[2] Voir le site « Approches philosophiques de la centralité du travail » : <http://anrphicentrav.com>.

[3] Voir dans SILO le texte classique de Platon (La République, livre II, 369b-370a) sur la division du travail : <https://silogora.org/platon-la-republique-livre-ii-369b-370a/>

[4] Georges Friedmann et Pierre Naville, *Traité de sociologie du travail*, Armand Colin, Paris, 1961, p. 11. Pour une présentation de cet ouvrage et de son contexte, voir :

<http://books.openedition.org/editions-cnrs/1666?lang=fr>

[5] Maurice Godelier, « Travail », in Pierre Bonté et Michel Izard (sous la direction de), *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, PUF, Paris, p. 777.

[6] Maurice Godelier, « Travail et travailleur : perspectives anthropologiques et historiques, problèmes actuels » in *Que va devenir le travail ?*, Société Française de psychologie du travail, 1978, pp. 29-40. Pour une introduction à l'œuvre de Maurice Godelier, voir la vidéo « Horizons marxiste en anthropologie. Entretien avec Maurice Godelier »,

<http://revueperiode.net/horizons-marxistes-en-anthropologie-entretien-avec-maurice-godelier/>

[7] Voir Pierre Vernant, « Travail et nature dans la Grèce ancienne », in *Mythe et pensée chez les grecs*, Maspéro, Paris, 1965. Pour une présentation et une discussion, voir en ligne Charles Kanelopoulos, « Travail et technique chez les grecs. L'approche de Jean-Pierre Vernant », <https://tc.revues.org/5006>.

[8] Voir à ce sujet notamment Christine Delphy, « Travail ménager ou travail domestique ? », in *L'ennemi*

*principal*, tome I, Syllepse, Paris, 2013.

[9] Voir Emmanuel Renault, « Comment Marx se réfère-t-il au travail et à la domination ? », *Actuel Marx*, n°49, 2011, une introduction de Stephen Bouquin « Le travail entre aliénation et exploitation », sur le site d'Espaces Marx : <http://www.espaces-marx.net/spip.php?article380>.

[10] Karl Marx, *Le Capital*, tome I, Puf, Paris, 1993, p. 90.

[11] Herbert Marcuse, « Les fondements philosophiques du concept économique de travail », in *Culture et société*, Minuit, Paris, 1970, p. 23.

[12] Voir respectivement de Karl Marx : *L'idéologie allemande* (Paris, Les éditions sociales, 2014, p. 15), *Manuscrits de 1857-1858 dits « Grundrisse »* (Les éditions sociales, Paris, 2011, p. 101) ; *Le Capital (op. cit., p. 199)*.

[13] Pour une présentation de la centralité du travail chez John Dewey, voir Emmanuel Renault, « Dewey et la centralité du travail », *Travailler*, n° 28, 2012 et dans l'ordre de mention des autres auteurs : Georg Lukács, *Ontologie de l'être social. Le travail - La reproduction*, Delga, Paris 2011, Maurice Godelier, *L'idéal et le matériel*, Fayard, Paris, 1984, Robert Castel, « Centralité du travail et cohésion sociale », in Jacques Kergoat (sous la direction de), *Le monde du travail*, Paris, La Découverte, 1998 ; Danièle Kergoat, *Se battre, disent-elles*, Paris, La Dispute, 2012 ; Christophe Dejours, *Travail vivant*, tome I : *Travail et émancipation*, Payot, Paris, 2009 ; Yves Clot, *La fonction psychologie du travail*, PUF, Paris, 1999. Citons ce dernier ouvrage : « le travail est assurément un des **genres majeurs de la vie sociale** dans son ensemble, un genre de situation dont une **société peut difficilement s'abstraire sans compromettre sa pérennité** ; et dont un **sujet peut difficilement se couper sans perdre le sentiment d'utilité sociale** qui lui est attaché, sentiment vital de contribuer à cette pérennité, à titre personnel » (*ibid.*, p. 66).

[14] Hannah Arendt, *Conditions de l'homme moderne*, Calmann-Lévy, Paris, 1983, p. 42.

[15] *Ibid.*, p. 182.

[16] Au sujet de Freud, voir Christophe Dejours, *Travail vivant*, tome I : *Travail et sexualité*, Payot, Paris, 2009, et dans l'ordre de mention des autres auteurs : André Gorz, *Métamorphoses du travail. Quête du sens*, Galilée, Paris, 1989 ; Claude Lévi-Strauss, *Anthropologie structurale*, Plon, Paris, 1958 ; Dominique Méda, « Centralité du travail, plein emploi de qualité et développement humain », revue *Cités*, n°8, 2001.

[17] *Ibid*, voir en ligne : <http://www.cairn.info/revue-cites-2001-4-page-21.htm>.

[18] Voir Jean-Philippe Deranty, « Cartographie critique des objectifs historicistes à la centralité du travail », revue *Travailler*, n°30, 2013.

[19] Pour une présentation de ces enjeux dans le contexte des années 1990, voir Jacques Bidet et Jacques Texier (sous la direction de), *La Crise du travail*, PUF, Paris, « Actuel Marx », 1994.

[20] Pour une présentation synthétique, voir Danièle Kergoat et Elsa Galerand, Les apports de la sociologie du genre à la critique du travail », *La Nouvelle Revue du Travail*, n°4, 2014, <https://nrt.revues.org/1533>.

[21] *Ibid.*

[22] Maud Simonet, *Le travail bénévole. Engagement citoyen ou travail gratuit ?*, La Dispute, Paris, 2010 ; Sandrine Nicourt, *Le travail militant*, PUR, Rennes, 2009 ; Didier Demazière et Patrick Lelidec, *Les mondes du travail politique. Les élus et leurs entourages*, PUR, Rennes, 2014 ; Saül Karsz, *Pourquoi le travail social ? Définitions, figures, clinique*, Paris, Dunod, 2004 ; Marie-Anne Dujarier, *L'idéal au travail*, PUF, Paris, 2012 ; Marie-Anne Dujarier, *Le travail du consommateur. De McDo à eBay, comment nous coproduisons ce que nous achetons*, La Découverte, Paris, 2014.

[23] Voir Alain Supiot, *Critique du travail du travail*, PUF, Paris, 2015 ; Claude Didry, *L'institution du travail. Droit et salariat dans l'histoire*, La Dispute, Paris, 2016.

[24] Bruno Trentin, *La Cité du travail. La gauche et la crise du fordisme*, Fayard, Paris, 2012, p. 413.

**Notes de bas de page :**

**Pour citer cet article :**